



Mining Indaba : l'Etat guinéen s'engage à relancer le secteur minier

Le Cap, 10 février 2016

- La République de Guinée a participé du 8 au 11 février en Afrique du Sud, à la conférence Mining Indaba, l'une des principales rencontres minières internationales.
- A cette occasion, le ministre des Mines et de la Géologie de la République de Guinée, M. Abdoulaye Magassouba, a rencontré les partenaires financiers, industriels et techniques de la Guinée pour accélérer le développement du secteur minier guinéen.
- Le ministre a présenté les différentes opportunités d'investissements, ainsi que l'engagement de l'Etat guinéen à relancer le secteur minier, à diversifier les projets et à poursuivre l'amélioration du climat des affaires. Il a dit : « Pour atteindre notre objectif de relance économique, nous avons besoin d'attirer plus d'investissements. Nous devons créer un environnement plus *business friendly* ».
- Les ressources naturelles, notamment minérales, agricoles, hydroélectriques et solaires, constituent aujourd'hui le socle de l'économie guinéenne et une opportunité importante de développement au profit des populations et pour les investisseurs.
- Le ministre a invité les partenaires à venir investir en Guinée et à développer des projets gagnant-gagnant : « La Guinée est une terre d'opportunités qui restent encore à être pleinement développées. Ensemble, nous pouvons développer des partenariats robustes et à long terme, reposant sur des bénéfices mutuels mais aussi des obligations et des responsabilités. Nous voyons les investisseurs comme des partenaires stratégiques, des partenaires de notre développement au travers de projets rentables ».
- Le ministre a également souligné la détermination la Guinée à développer un secteur minier plus résilient et performant : « Les fluctuations des marchés ont démontré la nécessité de diversifier notre production minière pour rendre notre économie plus résiliente ».
- Depuis 2010, la Guinée a mis en œuvre d'importantes réformes ayant abouti à l'amélioration de l'environnement des affaires : stabilité politique et économique, renforcement des institutions, amélioration du cadre légal, renforcement des capacités.